

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

SAM. 15, DIM. 16, LUN. 17 MARS 1980 - No 52 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

**La direction d'Alsthom-Belfort
réclame 6 millions de francs
aux syndicats
et fait inculper deux syndicalistes !**

**INTOLERABLE ATTEINTE
AU DROIT DE GREVE !**



591,6 millions de centimes, c'est la somme effarante que la direction de l'Alsthom-Belfort entend réclamer aux sections syndicales CGT, CFDT et FO à la suite de la grève du Centenaire, de septembre à novembre 1979. Forte du jugement de Lunéville, qui récemment a condamné la section CGT à payer trente millions de centimes, la direction de l'Alsthom tente de briser les sections syndicales, en s'en prenant à la caisse. Parce que l'occupation de l'usine est, selon elle, « un abus du droit de grève ». La direction demande 3 120 000 francs de dommage et intérêts pour « les salaires versés au personnel empêché de travailler », 1 226 500 F par « le règlement de la facture de téléphone, d'électricité et de gaz durant la grève », 370 000 francs pour « la location des locaux de repli », 225 000 francs pour « les dégradations immobilières, inscriptions, bris, saccage », 250 000 francs pour « les vols commis durant l'occupation », 105 000 francs pour « les détériorations des machines » et 530 000 francs pour « les dégâts aux fabrications, notamment la destruction d'une motrice TGV ».

Comme par hasard, le jour-même où la direction annonçait sa décision de poursuite, on apprenait que deux militants de la CFDT étaient inculpés par le juge d'instruction de Belfort. Le motif d'inculpation, « vol et destruction de correspondance, violation de domicile » est grave au regard de l'accusation qui est portée contre eux : selon la police, ils auraient pris du courrier à la direction lors de l'occupation par les travailleurs de l'hôtel du Lion, le 22 octobre dernier.

Signalons enfin que le député de Belfort, Raymond Forni, est lui aussi poursuivi par la direction pour « diffamation » envers le directeur d'Alsthom.

Ces intolérables attaques ne sont pas fortuites, elles ne sont pas le seul fait d'une volonté de vengeance de la direction : elles s'inscrivent dans une offensive d'ensemble contre le droit de grève. Au travers de l'attaque contre les sections syndicales et leurs militants, le pouvoir entend intimider l'ensemble des travailleurs en multipliant les obstacles à leurs luttes. Il entend s'attaquer à un de leurs acquis essentiels, celui de faire la grève.

Face à cela, la riposte large et déterminée s'impose.

**Plogoff : nouveau week-end
de mobilisation**

**alors
que se
termine
l'enquête
d'utilité
publique**

Lire page 3

Ils étaient plus de 10 000, lors de la grande manifestation qui a marqué le début de l'enquête d'utilité publique. Une mobilisation qui ne s'est pas démentie.



Erythrée

**« La situation
militaire nous est
favorable »**

*Déclare la délégation
du Comité Central du FPLE,
en visite à Paris*

Ali-Amin Mohamed Saïd et deux autres dirigeants du Front populaire de Libération de l'Erythrée ont tenu jeudi à Paris une conférence de presse en présence de nombreux journalistes. Dans leur déclaration préliminaire, ils font le point sur la situation politique et militaire en Erythrée (voir page 6). Pendant près de deux heures, ils ont répondu à des questions de tous ordres, notamment celles concernant une « solution politique » du problème érythréen. Le FPLE affirme avoir toujours voulu négocier avec le DERG éthiopien, mais celui-ci a toujours posé un préalable, refusant de reconnaître le droit fondamental du peuple érythréen à disposer de lui-même.

Lire page 6

**Marchais: Aucune
interrogation
n'est levée**

Une semaine après la relance de l'affaire Marchais, les interrogations demeurent sur les activités du secrétaire général du PCF durant la dernière guerre. S'il semble désormais établi que le document publié par *l'Express* samedi dernier ne constitue pas la preuve formelle de la présence de Marchais en Allemagne en 1944, il est tout aussi net que les textes et témoignages publiés par le PCF, tant dans *l'Humanité* que dans *Révolution*, n'éclaircissent en rien ce que fut l'activité de Marchais durant cette période. Le PCF avait annoncé mercredi la publication d'un « document important » sur la question. *l'Humanité* publie ce vendredi ce document, signé de 136 résistants. Son importance, effective, ne réside pas dans le fait que des preuves seraient fournies sur le passé de Marchais, mais une « réécriture » de l'histoire par le PCF : il y est affirmé notamment que la résistance était minoritaire dans le peuple français, et qu'il est « compréhensible » que des Français aient succombé à la propagande de Vichy. Faute de pouvoir prouver le passé de résistants de Marchais — et pour cause — le PCF en vient à justifier l'attitude de ceux qui allaient travailler dans les usines du IIIe Reich.

Plogoff : radiographie d'un dossier bidon (2)

De notre correspondant

Nous avons commencé hier à publier de larges extraits de leur conférence de presse. Aujourd'hui, un des deux chercheurs qui y a participé explique quels moyens EDF met en œuvre pour utiliser les scientifiques comme une caution à sa politique.

La deuxième raison pour laquelle les choses ne se passent pas si bien, c'est que comme EDF finance ces études, elle n'attribue pas des crédits au hasard, en disant «tenez, voilà de l'argent, faites des études au mieux avec». Elle accorde de l'argent dans des sens bien précis. Elle a fait faire le gros des études pour le milieu marin sur l'eau chaude. Effectivement, l'eau chaude pose un certain nombre de problèmes. Par contre, il n'y a presque rien sur la radio-activité. Je vais prendre un exemple dans le dossier, le dossier qui a été brûlé à Plogoff, ce qui était très bien. On l'a quand même regardé, parce qu'il nous a paru utile de montrer combien il était lui-même bidon et combien il était important de ne pas répondre à l'enquête.

PEU DE CHÈSES SUR LA RADIO ACTIVITE

Pour la radio-activité par exemple, qui est le problème probablement le plus grave, à long terme, il n'y a presque rien. J'ai sélectionné les pages qui sont censées en parler. Je vois «influence de la centrale sur le plan de la radio-écologie terrestre, réglementation...» ensuite «étude des effets des rejets radio-actifs». Tout est au futur. «Conclusions de l'effet des rejets radio-actifs : les résultats de l'étude permettront d'évaluer les conséquences des rejets sur la population vivant au voisinage du site de Plogoff». C'est-à-dire que quand vous aurez la centrale, on se préoccupera de savoir quels effets ça aura sur vous ! C'est comme ça dans tout le dossier. Au début on en rit, à la fin on trouve ça sinistre.

DES DEFINITIONS LIVRESQUES

«Etat initial sur le plan radio-actif, de l'éco-système marin», c'est-à-dire la simple description du site de Plogoff du point de vue de la radio-écologie : «Rappel des définitions. Qu'est-ce qu'un rayonnement ?...» Il y en a une page... Vous pouvez lire ça dans les livres de radio-écologie. La seule chose qui apporte quelques éléments, c'est les deux premiers paragraphes «état initial sur le plan radio-actif de la mer et des sédiments marins». On dit «la radio-activité naturelle de la mer est en moyenne de... Et état initial sur le plan radio-actif de la faune et de la flore, radio-activité usuelle», c'est-à-dire courante. On n'est pas allé vérifier, mais c'est comme ça en général, elle est de tant. Et c'est tout.

Après : «point zéro de la radio-activité» : «un point zéro radiologique sera effectué sur le site de Plogoff avant mise en exploitation, portant sur la radio-activité naturelle et sur la radio-activité artificielle due notamment aux retombées atmosphériques des essais nucléaires». Autrement dit, s'il y a de la radio-activité, c'est pas nous. «Ce

point zéro portera en particulier, pour ce qui touche le domaine maritime sur l'eau de mer et les poissons». Point final pour la radio-activité.

PAS DE PROBLEME POUR LES DECHETS ?

Sur les déchets, par exemple. Les déchets, c'est la chose la plus grave, c'est probablement le principal blocage, on ne sait absolument pas ce qu'on va en faire, et personne ne sait. Dans le dossier d'utilité publique, il y a quelque chose sur les déchets : un onglet, avec marqué dessus : «Déchets radio-actifs» ; une page de garde, avec marqué dessus «déchets radio-actifs», et à l'intérieur, «déchets radio-actifs». Et dans ce paragraphe, il n'y a rigoureusement rien. Les déchets sont classés en deux catégories, ensuite on vous dit le volume annuel des déchets : 2 400 m3. Et il est signalé par ailleurs que ce sont les déchets qui sont radio-actifs le plus longtemps, entre 100 000 et un milliard d'années, qui font le plus gros volume. Qu'en font-ils ? Tous les déchets sont évacués vers les centres de stockage imposés par la réglementation. «Pour les déchets de haute activité», ceux qui sont les plus dangereux, «dont le volume est faible», c'est faux, c'est le contraire, «des procédés de solidification, de calcination, de vitrification, de fusion en grains de céramique en enrobage par matrice métallique, permet un stockage plus facile et plus sûr...» C'est bien, mais attendons la fin : «La mise au point de ces procédés est en cours».

ET SI UN AUTRE AMOCO CADIZ ARRIVAIT ?

Autres problèmes. On s'est demandé ce qui arriverait si un autre Amoco Cadiz venait déverser 230 000 tonnes de mazout, devant la centrale nucléaire, à l'endroit où on pompe l'eau. Il y a quand même un paragraphe qui y répond : «Le risque de pollution de la prise d'eau en mer par des hydrocarbures ne doit pas être exclu, malgré l'éloignement des routes maritimes...» Donc il y a peu de risques, mais ça peut arriver. «C'est pourquoi des dispositifs de protection seront mis en place, pour empêcher l'introduction des nappes d'hydrocarbures dans les installations. Ces dispositifs pourraient consister dans la mise en place de barrages flottants...» Tout ceux qui ont été à Portsall à un moment ou à un autre ont vu ce qu'il en était des barrages flottants, qui ne fonctionnent ni quand il y a trop de vagues, ni trop de vent... Bref, ils sont totalement inefficaces. «Des équipements de pompage permettant la récupération des nappes superficielles d'hydrocarbures, et leur stockage dans des capacités appropriées. Un plan d'intervention contre les hydrocarbures sera établi par EDF». Je crois que là, il n'y a rien à ajouter.

LES CENSURES D'EDF

Troisièmement, je vous ai dit que c'était EDF qui finançait, et donc qui choisissait les études qui seraient faites et celles pour lesquelles on verrait plus tard. Et à l'intérieur des études qui sont

faites effectivement, l'EDF essaie d'entretenir la confusion entre ce qui vient des organismes scientifiques et ce qui vient des calculs qu'elle a faits elle-même. Ce procédé de confusion entraîne des traficotages, des censures... Il y a par exemple la tâche d'eau chaude qui sortira de la centrale : l'EDF avait dit qu'elle était très, très réduite. En fait, le calcul peut-être tout à fait remis en cause, on pense même que le calcul était faux. Et dans le dossier qu'avaient fait des gens du CNEXO et de l'Université de Bretagne Occidentale, ils disaient que si Plogoff apparaissait comme moins sensible, c'est parce qu'EDF avait dit que la tâche d'eau chaude serait plus petite. Et quand ça a été envoyé à nos conseillers régionaux, pour qu'ils choisissent le site, l'EDF a pris la précaution de supprimer «selon EDF», et non seulement cela,

Deuxième exemple, le dossier aux conseillers régionaux. Comme les scientifiques tiraient un peu les pieds pour choisir le site qu'on voulait leur faire choisir, on a eu recours au Pr. Perret. Ce professeur, qui n'avait pas travaillé sur le site, a été appelé pour faire une synthèse que les scientifiques des différents organismes concernés se refusaient à faire, et en fait, c'est son rapport qui a fait sortir Plogoff. Et c'est ce rapport qui a fait croire aux gens que c'était des données scientifiques qui avaient décidé que ce serait Plogoff...

Voici un document, qui est une lettre du Pr. Perret à EDF, où il émet des doutes sur la façon dont sont faites les études, à propos d'une centrale sur la Méditerranée, mais il précise que c'est valable pour d'autres sites : «Les recherches faites sur le site de Ponteau au cours des

descriptives des sites en des études d'impact. Les études d'impact sont en effet légalement obligatoires. La deuxième rais... est de faire croire à la population qu'on a tout calculé, tout prévu. Le problème de faire passer une étude descriptive pour une étude d'impact c'est déjà posé à Flamanville.

DES CORRECTIONS BLOQUEES

A Flamanville, il y avait eu le même genre d'étude qu'à Plogoff, et un dossier d'utilité publique. Il y avait eu une première version envoyée aux scientifiques pour qu'ils apportent leurs corrections. Et les scientifiques avaient envoyé leurs corrections, des corrections assez sévères : «En conséquence, le CNEXO ne peut cautionner une telle étude d'impact dont les conclusions sont totalement illusoire...» Quand le dossier d'utilité publique est paru, les scientifiques sont allés le voir, et ils se sont aperçus qu'on n'avait tenu compte d'aucune de leurs remarques, que c'était exactement comme c'était au départ. Ils ont trouvé ça un peu fort, et ils ont écrit à la direction du CNEXO en disant : «Nous avons conclu à un manque d'objectivité de la part d'EDF, et précisé que le dit organisme, à partir de données insuffisantes ou inexistantes, s'était livré à des prévisions d'impact totalement illusoire qui ne lui incombent pas, et que le CNEXO ne pouvait cautionner». Et ils se sont aperçus que leurs remarques n'avaient pas été transmises à l'EDF, par la direction du CNEXO. Voilà comment ça s'est passé pour Flamanville, et ça se termine par un engagement que ça ne se reproduirait plus, et que dorénavant, quand les scientifiques enverraient des remarques, on en tiendrait compte...

«ON NE LES A JAMAIS VUES, LES CRITIQUES»

Et on arrive au cas de Plogoff. C'est récent. Il y a de ça quelques jours, des gens de l'EDF sont venus au CNEXO, et dans le cadre de réunions habituelles, ont discuté avec des scientifiques qui ont travaillé sur ces études. Les scientifiques ont indiqué que de nouveau, on n'avait pas tenu compte de leurs remarques dans le dossier qui est là. Et les gens d'EDF ont dit «on ne les a jamais vues, ces critiques». Elles sont bloquées à la direction du CNEXO qui s'est dit «est-ce que des critiques aussi sévères vont passer ?» Les critiques des scientifiques ont donc été censurées, et vous avez dans le dossier, un dossier qui vient soi-disant de scientifiques de l'université, du CNEXO, et qui en fait ne correspond pas à leur volonté, à ce qu'ils ont voulu dire.

Avec ces exemples, on a à peu près tout recouvert, et on peut voir très clairement comment est constitué le dossier d'utilité publique sur lequel les gens des communes concernées sont censés se prononcer, pour ou contre la centrale : un dossier qui est complètement trafiqué. On peut penser que le dossier entier est fait comme nous l'avons dit sur les exemples qu'on a examinés. A dossier bidon, enquête bidon !



mais aussi le paragraphe où il était expliqué la manière dont EDF s'y était prise pour calculer cette tâche d'eau chaude. Et voilà ce qu'ont eu les conseillers régionaux pour se décider.

Autre conséquence du fait que ce soit EDF qui paie les études, elle est propriétaire des études, c'est-à-dire qu'elle s'est attribué à ce titre le droit d'en faire absolument ce qu'elle voulait. Et en particulier le droit de faire dire aux scientifiques ce qu'ils ne peuvent pas dire. On tire sur les chiffres, on coupe les phrases...

Il y a un certain nombre d'exemples qui sont très nets.

CAUTION MALGRE EUX

Premier exemple des journées de thermo-écologie, c'est-à-dire l'effet de l'eau chaude sur le milieu marin, avaient eu lieu, organisées par l'EDF, en 1976. C'était le moment où on commençait à faire pression sur les chercheurs du CNEXO pour qu'ils choisissent un site, pour pouvoir dire : «Ce n'est pas un problème politique, c'est les scientifiques qui ont choisi un site». Or les scientifiques du CNEXO, ont expliqué qu'ils refusaient de classer les sites, parce qu'ils n'avaient pas assez d'éléments, pas assez de connaissances pour le faire. Cette conclusion a été purement et simplement coupée dans les comptes-rendus officiels de ces journées !

Veillée d'arme dans tout le Cap Sizun pour le dernier jour de l'enquête d'utilité publique

Mobilisation générale dans tout le Cap, jeudi soir. Le plus long week-end commence en effet ce vendredi à Plogoff et dans toute la région. A la Baie des Trépassés, au pont du Loc'h, dans la vallée de Cleden-Cap Sizun et aux autres entrées des communes concernées par l'enquête d'utilité publique sur la centrale nucléaire, des centaines de personnes s'activent à construire d'impressionnants barrages faits des ma-

et sans sommation matraqués et grenadés; un marin pêcheur, sérieusement blessé à la tête, a dû être hospitalisé. Devant une telle violence, les manifestants ont spontanément répliqué par des jets de pierres. Dans la région de Plonéour-Lanversen, des manifestants se rassemblent régulièrement pour bloquer les routes dans la forêt; la semaine dernière, tôt le matin, les flics ont plusieurs fois dû se frayer un passage à travers des arbres abattus; à Carhaix, 500 lycéens ont manifesté mardi. Lundi soir, c'était les médecins et membres des services de santé, qui, au nombre de 70, ont démontré leur opposition résolue à la construction de la centrale.

Jeudi soir, à Plogoff, les anciens combattants, porteurs de leurs décorations et de leurs drapeaux, ont fait face aux gardes-mobiles. Un porteur de drapeau a été blessé d'un coup de crosse. A Plogoff même, cette semaine, les manifestants ont été particulièrement nombreux au moment du départ des mairies annexes: entre 1 000 et 2 000 chaque soir. Les heurts ont à chaque fois été violents, en particulier mardi où les manifestants ont utilisé une quin-

Les prises de position hostiles à la centrale se multiplient

Quatre vingt cinq scientifiques du Finistère viennent de lancer un appel national, afin d'obtenir l'annulation de l'enquête d'utilité publique pour insuffisance d'information. Les signatures doivent être adressées à Appel Science Plogoff, 9, allée de la Penfeld, Plouzané, 29290 Saint-Renan.

A Quimper, l'Union locale CGT a réaffirmé son refus de la centrale: « Les garanties concernant la sûreté et la qualité de fonctionnement des centrales nucléaires, la sécurité du personnel, la protection de l'environnement et des populations sont insuffisantes et soulèvent des inquiétudes plus que fondées. Contrairement à ce qu'avance le gouvernement, le tout-nucléaire qu'il voudrait substituer au tout-pétrole n'offre pas de garantie quant au coût de l'énergie. Les groupes multinationaux, qui contrôlent la construction des réacteurs et la fourniture du combustible entendent bien fixer unilatéralement leurs prix à leur seul profit ».

procher très près et de d'utiliser avec efficacité gallets, boulons et lance-pierres. La journée de vendredi sera marquée par une grande manifestation convoquée à 15 heures. Samedi soir, un fest-noz aura lieu à Plogoff animé notamment par les « Sonerien du » et « Dan Ar Braz ». Dans la journée, de nombreux stands, des distributions de tracts et des actions éclairées prépareront le grand rassemblement du dimanche à la Pointe-de-Raz où on attend des dizaines de milliers de personnes (Allan Stivell, Glenmor, Youenn Gwernig et Yvon Etienne ont déjà annoncé leur participation). Lundi enfin, au moment du procès des neuf manifestants (dont sept sont détenus, les deux autres

poursuivent, en solidarité, leur grève de la faim dans la cathédrale de Quimper), une manifestation aura lieu à Quimper. On y attend beaucoup de monde, et en particulier de nombreux avocats qui marqueront ainsi leur soutien à Maître Chouk, leur collègue sanctionné et leur opposition à la mise au pas de la défense. Le préfet du Finistère semble préparer un quadrillage exceptionnel de la ville; on s'attend donc à de nouvelles exactions policières, tant la volonté de museler la population est évidente: ainsi, un aviateur qui avait conduit une équipe de journalistes d'Antenne 2 au-dessus de Plogoff mardi s'est vu menacé de se faire retirer sa licence.

Correspondant

Démission du PCF

Le docteur Jean-Claude Favarel-Carrigues, conseiller municipal de Eysines (Gironde), vient de rendre publique sa démission du PCF. J.C. Favarel-Carrigues occupait des responsabilités dans la fédération de Gironde du PCF, notamment en tant que secrétaire de la « commission des médecins ». Il a aussi été candidat aux cantonales, et suppléant aux législatives. Après avoir été un des premiers signataires de l'appel sur l'union dans les luttes dans son département, J.C. Favarel-Carrigues a expliqué sa démission par « un désaccord profond et croissant avec la ligne politique actuellement soutenue par Marchais et le bureau politique ». Selon lui, cette ligne « fait éclater les derniers vestiges de l'union de la gauche » et mène à « une accumulation de lassitude et de désespoirs ».

Italie : 60 députés PCI refusent de voter une motion soutenue par Berlinguer

Pour la première fois, la discipline de vote a été rompue au sein du groupe parlementaire du PCI. Soixante députés du groupe, soit un tiers des parlementaires du PCI, ont refusé de voter une motion, soutenue par Berlinguer, demandant à ce que l'Italie « consolide ses liens d'amitié avec les pays de l'Alliance Atlantique et entreprenne une action destinée à rapprocher les pays européens des Etats-Unis ». Sans qu'il soit possible d'en tirer des conclusions globales, on peut penser que ce vote traduit les difficultés internes au PCI, à un moment où Berlinguer met l'accent sur le renforcement de l'unité européenne et la critique de la politique extérieure de l'URSS. On apprend par ailleurs que Berlinguer s'est entretenu mardi, à Strasbourg, avec Willy Brandt et qu'une rencontre avec Mitterrand est prévue prochainement.

Un Comité pour la libération des prisonniers politiques corses

A l'appel de nombreuses personnalités, un comité vient de se créer pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques corses. Ce comité a publié l'appel suivant :

« Cent Corses sont aujourd'hui en prison, cinquante en liberté provisoire et plusieurs dizaines d'autres sont au maquis. Lors des manifestations d'Ajaccio en janvier dernier, les forces de répression ont abattu deux personnes. Tel est le triste bilan de la politique du gouvernement français face aux aspirations légitimes du peuple corse.

Conscients des nouveaux drames qu'amènerait la continuation de tels agissements, indignés par l'utilisation de la Cour de sûreté, juridiction d'exception, à l'encontre des prisonniers politiques corses, nous décidons dès aujourd'hui de constituer un comité dont la vocation sera d'obtenir la libération de tous les prisonniers politiques corses. »

Les signatures peuvent être adressées au Comité pour la libération des prisonniers politiques corses, 14, rue de Nan-teuil, 75015 Paris. Par ailleurs, le comité appelle à un rassemblement le 19 mars, à 18 h 30, place Vendôme.

Choucq : la solidarité s'amplifie

Dans toute la France, les grèves et manifestations d'avocats se multiplient en soutien à Maître Choucq, suspendu pour 10 jours par le tribunal de Quimper. Mercredi, le barreau d'Angers était en grève. Jeudi, ce sont les avocats de Montpellier, Lorient et Marseille qui ont manifesté leur solidarité en cessant le travail. A Lorient, la grève des avocats se poursuivait vendredi.

tériaux les plus divers : carcasses de voitures et de vieilles machines agricoles qui s'enflammeront à l'arrivée des gendarmes mobiles, amas de pierres amassées sur les grèves, arbres abattus en travers de la route, etc. Tout montre qu'ici c'est une population soudée, déterminée, unanime qui fait front: Des dizaines de personnes venues de tout le Finistère, des Côtes-du-Nord touchées par la marée noire « parce que c'est un même combat », de toute la Bretagne enfin.

Plus encore, que les semaines précédentes, des prises de position et des actions de solidarité avec ceux de Plogoff se multiplient. Délibérations des conseils municipaux, manifestations contre l'occupation policière, soutien financier aux inculpés, etc. Ainsi, par exemple, la route de Pont-l'Abbé à Loctudy (où sont casernés plusieurs escadrons de gendarmes mobiles) est barrée par des manifestants chaque soir lors du retour des flics. Lundi, les manifestants, assis ou allongés devant le convoi ont été brutalement

Au sein du PCF...

Au sein du PCF, des divergences se font jour. Des conseillers municipaux des communes bigouden de Guilvinec et de Léchiat-Tréffiagat ont clairement pris position contre le projet de centrale à Plogoff et ont apporté leur soutien à la population du Cap Sizun. A Plogoff même, on apprend de bonne source que sur les 90 membres que comptait le PCF l'an dernier, il n'en reste plus que cinq; beaucoup d'anciens (l'un avait 35 ans de parti, un autre 22 ans) ont déchiré leur carte.

zaine de cocktails molotov (l'un d'eux a mis le feu à la bache d'un camion) et mercredi où un fort vent d'Ouest renvoyait les gaz (lacrymogènes et CF-incapacitants) vers les gardes-mobiles, permettant ainsi aux manifestants de s'ap-

Les avocats de Montpellier solidaires de Choucq

Jeudi 13 mars, deux cents avocats de Montpellier ont fait grève à l'appel des trois syndicats: l'UJA (Union des jeunes avocats), la Confédération des avocats (CFA) et le Syndicat des avocats de France (SAF). Ils entendaient protester ainsi contre les mesures prises à Quimper contre Maître Yann Choucq pour « manquement à son serment ». Un représentant du SAF soulignait la « cohésion encourageante pour l'avenir » et affirmait: « Nous disons non aux flags disciplinaires. Le texte appliqué à Quimper est un document scélérat et nous devons tout entreprendre pour qu'il disparaisse ! ».

La grève contre les contrôles de cadences au Centre de tri de Paris Brune continue

Commencée dans la nuit du 12 mars (brigade C suite à un contrôle en cachette) la grève contre le contrôle individuel des cadences s'est poursuivie dans les autres brigades de jour et de nuit les 13 et 14 mars.

Grève massive et unitaire: pourcentage de grévistes de 60 à 80 % dans les salles (tri et acheminement) et en brigades de nuit. Par contre, très faible mobilisation sur les transbordements en brigades de jour, les préposés se sentant moins directement concernés par ces contrôles. Grève unitaire parce que décidée et soutenue par les trois syndicats CFDT, CGT, FO qui déclaraient dans un communiqué commun: «... la DSA (direction des services ambulants) renonçant à satisfaire les besoins en effectifs et en conditions de travail se livre à une série de mesures des-

tinées à mettre le personnel au pas par une rentabilité accrue. Par le contrôle individuel et le chronométrage, elle favorise cette politique basée sur la division du personnel, - c'est dire non aux revendications pour l'amélioration des conditions de travail - c'est considérer l'agent comme une machine à trier - c'est le suspecter constamment - c'est la culpabilisation individuelle permettant de faire l'impasse sur les vrais problèmes. Défendons nos droits et nos revendications, agissons ensemble, renforçons la lutte. Tous en grève pour la suppression des contrôles de cadences. Le 13/3/80 ».

Mais cette unité a du mal à se maintenir. Ainsi, malgré un maintien de la mobilisation dans son ensemble, certains dirigeants de la CGT ont poussé à la division en refusant une intersyndi-

cale permanente et en faisant un procès d'intention aux sections CFDT et FO. Contre l'évidence, ils ont lancé l'accusation gratuite selon laquelle celles-ci ne seraient pas vraiment contre les contrôles de cadences ou encore que les uns, CFDT, feraient de la surenchère et les autres, FO, ne feraient rien pour mobiliser réellement. Ils sont même allés jusqu'à désavouer l'attitude unitaire des cégétistes de la brigade C et du communiqué commun.

Aussi, sans avoir consulté les deux autres sections, la CGT appelait-elle dès jeudi soir à la reprise, devant l'assemblée générale de la brigade D. Une nette majorité de l'assemblée, y compris de nombreux syndiqués CGT, a désapprouvé cette orientation et s'est prononcée pour la poursuite du mouvement (environ 60 %

de la brigade était en grève dans la nuit du 13 au 14). Net désaveu encore de l'attitude anti-unitaire des dirigeants CGT et de leur volonté d'imposer leur analyse et leurs décisions, par l'assemblée de la brigade D vendredi matin.

Une délégation syndicale doit être reçue ce vendredi à la DSA, mais le directeur, M. Maigoure, est en voyage au Mexique et il est à craindre que ses adjoints se défilent en attendant son retour lundi prochain. Or, le week-end est un cap difficile à passer vu la perte de salaire qu'il représente et la division qui s'est installée désormais, avec la rupture de l'unité syndicale. La baisse du nombre de grévistes, déjà nette en brigade D, risque de s'accroître vendredi midi en brigade A.

Corresp. PARIS BRUNE

Grève des lycéens de Blois

Depuis mardi 11 mars, les élèves du lycée Augustin-Thierry sont en grève (lycée et LEP). Ils demandent l'abrogation des mesures Beullac notamment le remplacement des pions par d'anciens flics ou d'anciens militaires et l'instauration des stages bidon en entreprises qui ne rapportent qu'aux patrons. Jeudi après-midi, une manifestation a réuni les élèves des deux principaux lycées et LEP de la ville. C'est près d'un millier de jeunes qui allaient crier leur refus des stages bidon, des flics dans les écoles, de leur avenir de chômage.

Correspondant Blois.

Marseille : lutte du LEP de la Barasse

Le 14 mars à 18 h, nous nous retrouvons, parents, enseignants et travailleurs devant le LEP Camille Jullian, à Marseille, pour un meeting appelé par l'APE Cornec, les Parents indépendants, le SNETAA-FEN, le SNTCP-CGT, le SGEN-CFDT, les UL-CGT et CFDT et des élus locaux. En effet, le LEP Camille-Jullian est en lutte depuis quatre mois. Le 9 novembre, le recteur décide arbitrairement le transfert d'un demi-poste de français du LEP Camille-Jullian au LEP Diderot. Cette mesure entraîne un bouleversement des emplois du temps, l'éclatement du cours de français entre plusieurs professeurs pour une même classe et annule les heures de soutien pédagogique de français. Un enseignant titulaire se trouve arbitrairement déplacé en cours d'année. Les enseignants refusent les nouveaux emplois du temps. Le recteur répond à cela par des retenues de salaire. Les parents se joignent alors à la lutte pour une grève scolaire de trois semaines. Le recteur répond en fermant l'établissement, demandant, individuellement, à chaque parent de réinscrire son enfant. Maintenant, la vie du lycée a repris, chacun restant sur ses positions car les enseignants et les parents d'élèves ne sont pas du tout décidés à laisser passer l'autoritarisme et l'arbitraire du recteur.

Correspondant Marseille.

L'OLP reconnue officiellement par le gouvernement autrichien

L'Organisation de Libération de la Palestine sera désormais officiellement représentée auprès du gouvernement autrichien. C'est ce qu'a annoncé jeudi un porte-parole du chancelier Kreisky.

Ghassi Hussein, jusqu'ici représentant de l'OLP auprès des organisations internationales siégeant à Vienne, a été désigné comme «représentant officiel» auprès du gouvernement autrichien. L'Autriche est ainsi le premier pays européen à accordé un statut équivalent à un statut diplomatique à l'OLP. On se souvient qu'en juillet dernier, en tant que président de l'internationale socialiste, Kreisky avait été le premier chef d'Etat occidental à accueillir officiellement Yasser Arafat.

La décision qui vient d'être prise est un nouveau pas en avant dans la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien et de son organisation, l'OLP.

Les résidents de Hayange reçus au Parlement de Strasbourg

Une délégation, forte d'une trentaine de travailleurs immigrés, des résidents SONACOTRA de Hayange et du Comité de coordination de foyers en lutte a été reçue au siège de l'assemblée européenne, à Strasbourg.

Plusieurs députés, tant Français qu'Allemands, Italiens ou Anglais, ont promis d'intervenir «pour faire respecter les articles de la Charte européenne sur les droits des travailleurs immigrés». Dans le même temps, à Hayange, le «transport sur les lieux», qu'avait envisagé Mme Carrier, qui remplace le juge Bidalou déssaisi du dossier, n'a pas eu lieu. La SONACOTRA avait simplement envoyé un télégramme précisant «vu votre manifestation incongrue, transport sur les lieux remis». Après audition des avocats des deux parties, la SONACOTRA vient de faire une «nouvelle» proposition : la réintégration prioritaire des résidents expulsés et un paiement étalé sur deux ans des sommes non perçues pendant la grève des loyers...

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à «Aujourd'hui Presse»
Société Générale 200 208 66

Lyon : contre les lois racistes, des collectifs dans les quartiers

Mardi soir, les organisations regroupées dans le Collectif lyonnais contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro, tiraient le bilan au cours d'une conférence de presse, de la campagne de mobilisation sous formes de réunions décentralisées qui s'est déroulée du 11 février au 3 mars sur la région Lyonnaise.

En tout, ce sont plus de 19 réunions des quartiers ou des villes de l'agglomération Lyonnaise qui se seront tenues. Entre 1 500 et 2 000 personnes dont 40 % de travailleurs immigrés y ont assistés. Les diverses réunions décentralisées s'inscrivent dans la réalité même des quartiers, auront donc été une étape importante et positive dans la mobilisation contre les lois racistes.

D'autant plus que des collectifs locaux : issus des réunions de sensibilisation ont d'ores et déjà commencé leur travail ; ainsi, des structures de quartier ont été mis en place, en prise sur tous les problèmes, souvent urgents posés aux travailleurs immigrés et donc

capables de riposter rapidement. Trois perspectives d'action ont été pour l'instant dégagées :

1 - «Contrôler les contrôles !» : en effet, il est urgent et nécessaire que les contrôles incessants et abusifs des flics à l'encontre des travailleurs immigrés se heurte le plus possible à l'intervention des travailleurs et des militants français. Ainsi, les flics pourront moins, en toute impunité, dicter leurs lois... etc.

2 - De même, le mot d'ordre : «Contrôlons les commissariats, savoir ce qui s'y passe»... doit être un axe de travail pour ces différents collectifs de quartier.

3 - La régularisation des familles : de nombreuses familles immigrées, aujourd'hui, ont d'importants problèmes de papiers. Là aussi, les collectifs devront, avec les intéressés, multiplier les démarches pour leur régularisation... pour un droit à un logement correct aux immigrés.

CORRESPONDANT

Garges : réintégration d'un ouvrier boulanger, candidat suppléant CFDT

Mercredi 12 mars, à 18 h, un millier de personnes se sont retrouvées à l'appel d'une vingtaine d'organisations (dont la CFDT, la FEN, le PS, le PSU, le PCRml, le PCML etc.) pour manifester leur solidarité.

De nombreux travailleurs étaient présents, y compris de la CGT car un certain nombre de syndicats appelaient eux aussi à la manifestation. Il faut souligner aussi la présence d'un groupe important d'ouvriers turcs, en tête, portant handerole et criant des mots d'ordre dans leur langue natale. « Nous irons jusqu'au bout ! » Le représentant de la CFDT rappelait la situation des «sans-papiers» de Clermont-Ferrand, leur travail pour des salaires de misère, leur logement dans des locaux insalubres pour des prix exorbitants. Et comme il devait le rappeler : « La lutte des sans-papiers de Clermont-Ferrand est étroitement liée aux décisions du groupe de travail constitué à Paris ».

Il faut donc accentuer la popularisation de la lutte et renforcer la solidarité. Une nouvelle manifestation devrait avoir lieu à Clermont-Ferrand au début de la semaine prochaine.

Correspondant

Clermont-Ferrand : la grève de la faim des 10 travailleurs turcs sans papiers

Le 16 janvier dernier, la CFDT de l'alimentation informait lors d'une conférence de presse des difficultés extrêmes d'organiser syndicalement les travailleurs de la boulangerie, et dénonçait plusieurs cas de répression de candidats délégués, en particulier, à la boulangerie Fleury de Gargès-lès-Gonesse. Un procès était en cours contre le licenciement d'un ouvrier de cette boulangerie, mis à la poste précisément le jour même de son dépôt de candidature (QdP du 18 janvier 1980). Procès perdu, en instance et en appel, les tribunaux refusant les moyens de vérifier auprès de la poste le lien pourtant évident entre le licenciement et le dépôt de candidature. Quelques jours après ce premier licenciement, le patron avait congédié le candidat suppléant. Cette fois, les tribunaux ont ordonné sa réintégration. Et mercredi soir, à minuit, à l'heure normale de sa prise de travail, il devrait reprendre son poste, en présence de l'inspecteur du travail et d'une délégation de syndicalistes.

Résister contre la répression à la PRB

Interview du bureau de la section syndicale CGT de PRB

Cet article s'inscrit dans le cadre d'une demi-page attribuée à l'expression indépendante de chacun des deux partis publiant le Quotidien du Peuple et pouvant être utilisée chaque semaine.

PRB, c'est quoi ?

Une petite entreprise paternaliste d'impression sur étoffes (textile). Il y a une autre boîte 2 rue Colin à Villeurbanne qui compte 34 travailleurs et 7 cadres (23 immigrés et 5 femmes), et un autre à Chaponont de 15 travailleurs.

Quelles difficultés a rencontré la section syndicale de PRB ?

En janvier 1977, le délégué syndical est désigné dans la boîte et une cinquantaine de gars se syndiquent sur la base d'une plateforme de revendications. Pour monter à quel niveau est la répression, on peut dire qu'au premier tract de la section, les syndiqués tombent à 25, alors que le patron refuse des élections de délégués du personnel et la désignation du délégué syndical à Chaponont. D'ail-

leurs à Chaponont, il a toujours été pratiquement impossible de faire fonctionner la section à distance. Pour résumer, il a fallu 10 mois de lutte, y compris juridique, pour imposer les délégués du personnel. Il a fallu 20 mois pour imposer le comité d'entreprise, car le patron contestait l'unité économique des deux boîtes !

Quelle sont les raisons de la lutte de 1979 ?

Neuf licenciements et les revendications non satisfaites après des débrayages et la «publicité» que la section a faite au patron qui est trésorier du centre du textile contemporain (ce qu'il n'a pas du tout aimé) l'inspection du travail a refusé cinq licenciements. Il faut dire que sur la boîte de Villeurbanne où nous nous sommes maintenues il n'y a eu que cinq pré-retraites ! Entre temps le patron a essayé de me mettre à pied. En tout cas, aux élections de délégués du personnel on est passé à 75 %.

Et la lutte actuelle ?

C'est la remise en cause de la revalorisation de la prime de production et des bleus de travail. C'est aussi pour maintenir la section syndicale. Il faut dire que le patron accentue la discrimination sur les salaires, les avantages au personnel qu'il contrôle. Il faut dire que nous ne sommes plus que 15 syndiqués. Nous avons discuté avec le personnel et déposé 3 fois les revendications. La 3e fois, il devenait nécessaire de démontrer que les revendications, ça se soutient. Sinon les syndicats deviennent inutiles ! Ceci a fait 15 jours de débrayage. Nous on pense que le patron nous croyait plus faible qu'on ne l'est. Il a sanctionné 3 grévistes par des mutations de poste. Notre action a continué de plus belle. Maintenant, on pense qu'il va essayer des licenciements.

Est-ce que tu penses que la solidarité autour de votre lutte va se développer ?

Il faut reconnaître que nous n'avons pas l'habitude de la demander. En plus le corporatisme est assez fort dans les différentes bran-

ches. On attend beaucoup de l'Union Locale, et on pense que ça va se faire. D'ailleurs le secrétaire de l'UL veut lui redonner son véritable rôle qui est de coordonner. C'est dans l'optique du 40e congrès. La solidarité, si elle se développe, peut nous amener à gagner, du fait que le patron prend des positions très dures mais qu'il craint la publicité.

Que penses-tu du soutien des partis ?

Le soutien, d'où qu'il vienne est nécessaire. On accepte tous les soutiens !

Est-ce que tu as des critiques à faire au PCML ?

Aucune.

Est-ce que tu approuves la ligne d'unité de la classe ouvrière du parti, de la convergence des luttes qui se traduit par : «Tous ensemble et en même temps» ?

Oui, on ne peut qu'approuver. Il faut voir si vous l'appliquez tous dans le parti. Mais il n'y a que comme cela qu'on en sortira.

Le PCML a apporté un soutien matériel financier et aidé à un rassemblement devant PRB.

Renault Douai : quel avenir ?

Dans deux mois, le 26 mai prochain, cela fera tout juste dix ans que Renault s'est établi aux portes de Douai sur la zone industrielle s'étendant sur les communes de Cuincy, Lambres et Brebières. Choc stupéfiant : lorsque vous quittez Douai par la nationale en direction d'Arras vous voici bientôt en rase campagne. A gauche le parc à bois et les hauts bâtiments familiaux de la papeterie Béghin, à droite sur les 360 hectares arrachés à la campagne, les longues installations inhumaines de Renault, grillage, grilles, parallépipèdes de béton alignés...

LE CAP DES 1 000

Le grand bloc, là à droite, c'est le bâtiment A où se réalise l'emboutissage, et derrière, c'est le bâtiment G, celui de la petite tôlerie. Ici, devant le parking se trouve le bâtiment B de la grosse tôlerie, et, tout en longueur, l'atelier de peinture, avec, coincés entre les deux, l'atelier central et le restaurant d'entreprise. Là-bas, c'est le bâtiment DA où sont rassemblés les ateliers de montage-sellerie, et derrière, tout au bout, ce sont les lignes de montage mécanique, la fierté de la direction car elles sont uniques en Europe dans leur genre : un nouveau type de convoyeur aérien est utilisé, constitué d'éléments standards autonomes entre eux et d'une double chaîne d'entraînement.

Plus de 210 000 véhicules sont passés par ici durant l'année 1979 : R5 (dont l'Alpine depuis septembre 1978) et R14 tous modèles. Un chiffre de production record correspondant à une progression de... 46 %, le plus fort taux des usines du groupe ! Rappelons que si Renault-Douai sortait plus de 24 000 voitures en 1975, elle en produisait plus de 126 000 en 1977, et plus de 140 000 en 1978... En octobre dernier, le cap des 1 000 véhicules produits par jour a été franchi et la direction a annoncé, par la bouche de Dedeur-Waerder, que la production journalière sera portée à 1 200 en 1982. Croissance spectaculaire.

Inutile de préciser que le dynamisme du groupe et les « excellents résultats » de Renault-Douai sont la conséquence directe d'une exploitation intense, scientifique, quotidienne des travailleurs. Oui, il ne faut pas oublier que la prospérité de cette entreprise nationalisée repose entièrement sur les travailleurs et s'appelle : salaires insuffisants, classifications, cadences infernales, conditions de travail pénibles et dangereuses (bruit intense, peinture, fumées...), accidents de travail, autoritarisme, répression antisyndicale...

EMPLOI ET SALAIRES

Renault-Douai emploie plus de 7 000 personnes, dont 6 250 ouvriers (parmi lesquels 2 000 OS à la chaîne et 2 500 OPI). La direction vient d'annoncer que les effectifs pourraient être portés à 8 500 en 1982. Mais, peut-on croire la direction, a-t-elle ou aura-t-elle les moyens de développer une

large embauche ? D'autant que plusieurs centaines d'emplois ont été supprimés ces dernières années, notamment par la suppression des postes d'intérimaires. L'on sait également que la fameuse « reconversion » des sidérurgistes de Denain à Renault n'a pas eu lieu, comme n'avait pas eu lieu celle des mineurs (en juin 1977, 95 % des mineurs qui s'étaient présentés chez Renault avaient été refusés lors de la visite médicale...). Avec la production actuelle et étant donné l'absentéisme découlant de l'intensification permanente de la surcharge de travail, il faudrait d'ores et déjà créer 1 000 nouveaux emplois. Mais la direction ne peut pas véritablement ouvrir l'embauche, préférant le profit oblige — lier la création d'emplois à une forcémentation de la production.

Quant à la question des salaires, elle n'est toujours pas réglée. Comment le serait-elle puisque le coût de la vie ne fait qu'augmenter. En octobre 1977, une délégation de la CGT de l'usine qui s'était rendue à la sous-préfecture de Douai s'était vu répondre : « Nous savons bien que vos salaires pourraient être augmentés, mais il faut craindre l'effet de contagion sur d'autres entreprises qui ne pourraient pas payer ». Sans commentaire.

ABSENTEISME : POURQUOI ?

On ne le sait que trop : l'accélération des cadences aux chaînes, la pénibilité du travail — notamment aux presses et à la manutention — créent une fatigue nerveuse et usent la santé des travailleurs. A plusieurs reprises, la direction a pris prétexte de l'absentéisme pour licencier des ouvriers. Exemples : Jules D., 46 ans, 7 enfants à charge. Embauché chez Renault en décembre 1975, il est licencié au début août 1978. Un cardiologue lui avait recommandé de ne plus travailler aux presses. La direction n'a pas voulu lui fournir un autre poste... Joseph S., 44 ans, 4 enfants à charge : atteint d'une grave maladie, il est contraint durant plus d'une année d'arrêter le travail. La direction le licencie. Eric D., 2 enfants, opéré d'une hernie discale, il demande à changer de poste. Refus du contremaître. Eric se voit contraint d'arrêter à nouveau. La direction le licencie...

La poursuite des maladies chez eux pour les inciter

— chantage à l'appui — à reprendre le travail, est aussi une vieille pratique de la maison Renault.

« Oui, il y a un problème d'absentéisme », déclarait Yves Durant, secrétaire du syndicat CGT de l'usine, lors d'une conférence de presse. C'est d'ailleurs là un aspect du gâchis engendré par l'exploitation capitaliste. L'absentéisme c'est le résultat de l'organisation actuelle du travail, de la course au profit maximum. Son origine c'est la fatigue nerveuse et physique engendrée par les cadences insupportables. C'est les accidents du travail, c'est le caractère répétitif, inintéressant du travail.

Il faut rappeler que Renault-Douai connaît de nombreux accidents du travail, y compris mortels, comme celui de Christian Bar aux presses.

ET LES LIBERTES ?

Quant à la répression des libertés syndicales, les exemples, malheureusement, ne manquent pas Renault. Rappelons le licenciement de Briottet, militant syndical, et celui de Bernard Debruyne, délégué CGT, secrétaire adjoint du comité d'établissement, accusé calomnieusement de « voie de fait » après la grève de juin 1978. La direction de Renault voudrait-elle suivre le chemin de celle de Talbot (ex-Simca-Chrysler) : à l'usine d'Hordain, après une série de provocations et agressions antisyndicales, Philippe Clisson un jeune ouvrier de 22 ans a été licencié parce qu'il voulait monter un syndicat CGT. Il est vrai que les patrons de l'automobile, en prévision du choc de la crise prévue pour 1983-85, cherchent à mettre au pas les travailleurs et à briser toute opposition syndicale.

Un certain nombre de mesures décidées aujourd'hui, sur le plan de l'organisation du travail (robotisation), comme sur le plan des atteintes aux libertés syndicales, doivent être comprises sous cet angle là !

Il est certain qu'en ce qui concerne l'avenir de Renault-Douai, il existe deux réponses opposées : celle de la direction qui prépare à sa manière le coup de boutoir de la crise (« Nous devons nous préparer au choc américain des années 82-83 » déclare Dedeur-Waerder, le directeur de l'usine de Douai), et celle des travailleurs qui ont un combat à mener pour renforcer leurs organisations syndicales, les protéger, les défendre contre les attaques patronales et s'en servir pleinement pour impulser les nécessaires actions sur leurs revendications.

Rémi DAINVILLE

Lycée Bergson (Paris 19^e)

Actions coup sur coup contre le chômage et l'alternance



On enterre l'emploi... Δ

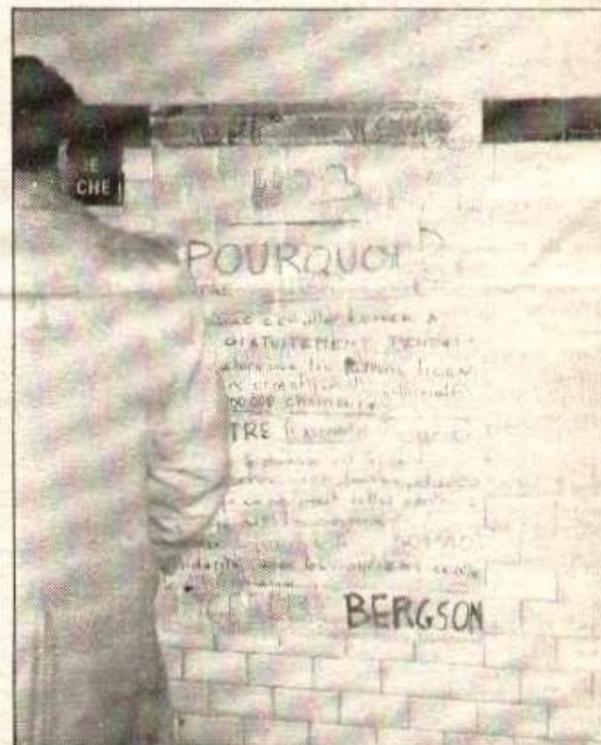


... on baptise le Chômage... Δ

Le 19^e arrondissement, c'est 8 000 chômeurs et des licenciements en masse. C'est aussi, comme partout ailleurs, l'application de la réforme Beullac : « L'alternance aujourd'hui, c'est le chômage de demain ! », disent les lycéens de Bergson.

Ils ont décidé d'engager la lutte contre ce projet et contre le chômage dans le 19^e arrondissement. Tout cela a commencé par deux actions spectaculaires. D'abord, on enterre le droit à l'emploi. Tout y était : les couronnes mortuaires, le faire-part et même les brasards noirs... et pour rester dans le domaine des cérémonies religieuses, on rebaptise la station de métro Laumière, station Chômage : affiches, bombages, tracts appelant la population du 19^e à la solidarité. Il faut dire que le métro Chômage, c'est celui que prennent tous les matins les centaines de travailleurs de la SOPAD-Nestlé qui vient d'engager un plan de licenciements.

Après ces deux actions, il était nécessaire de faire le point. C'est pourquoi les jeunes du 19^e avaient invité les deux unions locales CGT et CFDT, les syndicats de professeurs et de parents d'élèves, SOS-



... et on explique les actions. Δ

emploi 19^e et des licenciés de la SOPAD à une réunion au lycée pour débattre de la lutte. Des échanges extrêmement fructueux eurent lieu sur la nécessité de s'unir, lycéens et ouvriers, pour se battre contre le chômage. Prochaine action prévue : le 20 mars !

Correspondant 19^e.

Conférence de presse du front populaire de libération de l'Erythrée

« La situation nous est favorable sur le plan militaire »

Depuis la chute de l'empereur Haïlé Selassié, en 1974, c'est le social-impérialisme russe qui a pris le relais de l'impérialisme américain pour conseiller militairement la junte militaire éthiopienne dans sa sale guerre d'agression contre le peuple érythréen. Et depuis novembre 1978, l'URSS intervient ouvertement et directement, c'est même en Erythrée qu'elle a commencé les bombardements au napalm... l'utilisation de gaz toxiques dont on parle aujourd'hui à propos de l'Afghanistan et du Cambodge, trois fronts où elle est impliquée.

Une délégation de la direction du Front Populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE), a entrepris une tournée en Europe. Tournée commencée en Italie, puis Paris, elle ira en Belgique, en Espagne, etc...

Elle est composée de Al-Amin Mohamed Saïd, membre du bureau politique et responsable des relations extérieures ; Haile Weldensia et Ermias Debesay, membres du comité central. Elle a donné jeudi une conférence de presse (sur laquelle nous reviendrons), où participait également Nafi Kurdi représentant du FPLE en France, qui a commencé par lire une déclaration de la délégation sur la situation en Erythrée que nous publions pratiquement intégralement.

C. L.

Depuis l'installation au pouvoir, en Ethiopie, de la junte militaire, notre peuple fait face à des offensives militaires successives d'une grande envergure, visant à étouffer sa revendication légitime de recouvrer ses droits nationaux.

Mais toutes les campagnes militaires ont échoué. Malgré les moyens limités, notre peuple a démontré une extraordinaire capacité de résistance aux envahisseurs.

Les épreuves de force affrontées ces derniers temps ont démontré l'enracinement du mouvement révolutionnaire dans les masses ainsi que la volonté inébranlable de lutte de notre peuple pour la réalisation de l'objectif final

de notre révolution, à savoir l'indépendance nationale.

A l'heure actuelle, la révolution érythréenne se trouve dans une situation favorable, sur le plan militaire, par rapport au régime d'Addis Abeba.

La contre-offensive déclenchée fin décembre 1979 par l'armée populaire du FPLE et qui s'était prolongée jusqu'à fin janvier 1980, pour faire face à une armée éthiopienne de 55 000 hommes, suréquipée des armes sophistiquées, largement orientée par des conseillers étrangers, fortement concentrée dans le Nord-Est, particulièrement autour de la ville de Nakfa, s'est soldée par d'énormes pertes humaines et

matérielles dans les rangs des forces éthiopiennes.

Ainsi, plus de 10 000 soldats ont été tués, blessés ou capturés, c'est-à-dire mis pratiquement hors combat ; 15 chars T-54, une centaine de véhicules pour transport de troupes et de munitions furent récupérés ; une quantité considérable d'armements lourds, comprenant des canons 122, 76 mm et 44 mm, des mitraillettes 37 mm, fut saisie par nos combattants, qui par ailleurs détruisirent au cours de rudes combats des dizaines de blindés et de camions militaires.

A la suite de ces batailles, la province du Sahel et sa capitale Nakfa sont totalement sous notre contrôle.

Pour apprécier à sa juste valeur stratégique l'issue de cette contre-offensive, rappelons que l'objectif que le régime éthiopien s'était fixé à travers la concentration de ses troupes d'élite consistait à nous repousser vers les montagnes désertiques, en vue de contrôler les frontières soudano-érythréennes d'abord, pour couper nos lignes d'arrière et de ravitaillement et imposer, à partir d'une position de force, le vieux projet de Derg qui consiste à réduire l'Erythrée à une « région autonome ».

Le Derg et ses alliés lors de leur première offensive (fin 1978) pensaient pou-

voir en finir avec notre peuple et sa révolution en moins de trois mois.

Par notre repli stratégique des villes, nos harcèlements incessants nous avons contraint l'ennemi à se battre sur un terrain qui lui était défavorable. Aujourd'hui, nous avons surmonté les difficultés que le régime militaire fasciste éthiopien et ses alliés ont voulu nous imposer et nous attaquons dans les principales villes d'Erythrée, notamment Keren, Massawa et Asmara.

Nous avons à maintes

reprises affirmé notre volonté d'entamer des négociations, sans préalable, avec le Derg. Mais à condition que ces négociations soient publiques.

Le régime éthiopien n'a jamais manifesté une réelle disposition pour résoudre pacifiquement la question érythréenne, dans le cadre du respect du droit de notre peuple à l'autodétermination.

Aussi, ses intentions déclarées ne doivent tromper personne.

En parlant négociation, le régime s'efforce en réa-

lité de gagner du temps, pour se lancer dans des nouvelles aventures militaires. (...)

Ouvrant à résoudre pacifiquement les contradictions internes et propres à la révolution érythréenne, notre organisation est parvenue à concrétiser le processus d'unification par la signature d'un accord dans ce sens avec le FLE (NDLR : le 20 décembre 1977).

Comme première phase de l'unité, un programme commun, politique, militaire et économique a été adopté.

Il existe désormais un commandement politico-militaire supérieur commun, ainsi que des comités de base qui coordonnent les activités dans les domaines de l'information, de l'économie, des affaires sociales (...).



Les combattants érythréens participent à la production agricole. C'est un combat pour la survie face aux bombardements permanents des MIG soviétiques.

Mugabe a formé le nouveau gouvernement du Zimbabwe

La formation du gouvernement Mugabe au Zimbabwe est particulièrement révélatrice de la volonté du leader de la ZANU, aujourd'hui premier ministre, de préserver l'unité nationale et la paix.

En effet, deux ministères importants, l'agriculture et l'industrie, ont été accordés à des blancs. Choisis surtout pour leur compétence professionnelle, les deux hommes pourront jouer un certain poids pour rassurer les fermiers blancs sur leur avenir.

Cependant, Mugabe a confié à l'un des membres de la ZANU le ministère des terres, du reclassement et du développement rural qui s'occupera de la distribution de terres aux paysans noirs démunis.

Quant à l'autre organisation patriotique de résistance, la ZAPU, dirigée par Nkomo, elle reçoit 4 ministères. Nkomo est nommé ministre de l'intérieur.

Ajoutons que Mugabe est premier ministre en même temps que ministre de la défense.

Les ministères de l'emploi, du travail, de l'éducation, de l'information et le poste de vice-premier ministre et chef de la diplomatie sont assurés par des membres dirigeants de la ZANU.

Enfin, 3 femmes entrent au gouvernement dont la femme du dirigeant de l'organisation armée de la ZANU, la ZANLA.

Grande-Bretagne : 2 000 sidérurgistes en grève affrontent la police à Sheffield

Venus du Nord de l'Angleterre et du Pays de Galles, par bus entiers, les sidérurgistes de la British Steel Corporation ont convergé mercredi sur Sheffield pour se rendre à pied à Hadfields, où se trouve la plus grande aciérie privée du pays.

Parvenus sur les lieux, les 2 000 grévistes se sont vu interdire le passage par 500 policiers. Les affrontements ont débuté dès que les sidérurgistes ont voulu bloquer les accès de l'usine aux camions. Selon la police, celle-ci a opéré 70 arrestations et a eu deux blessés dans ses rangs.

L'Iran à la veille des législatives

L'imbroglie à propos des diplomates US sert les adversaires de Bani Sadr

Vendredi, les Iraniens se sont rendus à nouveau aux urnes, pour élire cette fois-ci leurs représentants au Parlement. L'élection se déroulera sur deux tours dont le prochain est prévu pour le 4 avril. Les divergences apparues à propos de la libération des diplomates détenus depuis plus de 4 mois à l'ambassade américaine de Téhéran sont le reflet d'un enjeu politique beaucoup plus important. Les « étudiants islamiques se réclament de la ligne de l'imam » et les diverses forces politiques qui les soutiennent ont réussi à marquer un point contre Bani Sadr. Celui-ci est contraint de remettre la décision sur le sort des diplomates US à la mi-mai, date prévue pour la première réunion du Parlement.

La campagne électorale a été l'occasion d'un intense débat politique, chaque réunion a rassemblé des dizaines de milliers de participants. Elle s'est déroulée dans un calme relatif vu l'ampleur des manifestations et l'importance de l'enjeu. Comme il l'avait annoncé à la suite de son élection, Bani Sadr n'a pas cherché à créer son propre parti mais a formé une sorte de front dans lequel ont été désignés les candidats soutenant l'action du président. « L'Office pour la coordination et pour la coopération entre le président et le peuple », comme il s'intitule, regrou-

pe ce qui pourrait être désigné comme des « comités de soutien à Bani Sadr » qui se dissoudront après les élections. Durant la campagne, une polémique s'est engagée entre les grands partis : le Parti de la République Islamique, ainsi que les forces soutenant Bani Sadr se sont prononcés en faveur du scrutin à deux tours, tandis que les petites formations, telles que l'Organisation des Moudjahidines du Peuple s'estiment défavorisées par ce mode de scrutin. D'autre part, des contradictions importantes sont apparues entre les diverses forces politiques à propos

de l'attitude à adopter vis-à-vis de la commission d'enquête de l'ONU et sur la décision à prendre concernant la libération des diplomates américains. Une alliance hétérogène, informelle, formée du Toudeh (parti révisionniste), de l'organisation des Feddayins du Peuple, rejoints par certains membres du Conseil de la Révolution appartenant à la hiérarchie religieuse, soutiennent et encouragent depuis plusieurs mois les étudiants islamiques de l'ambassade à refuser tout compromis. Leur rôle s'est accru dans la dernière période. Affichant un « anti-impérialisme » virulent qui ne souffre aucune concession et qui dans sa dangereuse escalade mène à de piètres résultats, certains forces politiques qui composent cet amalgame ont fait passer l'enquête de la commission de l'ONU pour une opération américaine.

Alors que les étudiants, il y a une semaine, étaient prêts à relâcher leurs otages, ils revenaient peu après sur

leur décision. Un compromis put cependant être dégagé, mais celui-ci, selon certaines informations, fut abandonné à la suite de la publication prématurée d'un communiqué de Khomeiny pas son fils.

Ceux qui ont rendu publique cette déclaration à ce moment précis visaient selon toute vraisemblance à saboter les efforts déployés par le ministre des Affaires étrangères et le président en vue de parvenir à une solution. La commission de l'ONU s'est estimant victime de pressions, décidait donc mardi matin de quitter Téhéran, sans publier aucun communiqué. Les adversaires de Bani Sadr étaient parvenus à leurs fins. Les tensions entre les États-Unis et l'Iran, loin de s'estomper s'en trouvaient aggravées, sans que Téhéran ne parviennent à montrer aux yeux du monde les crimes du Shah et s'en servent pour obtenir son extradition.

Frank ROUSSEL

Marée noire

« Est-ce qu'on va s'amuser ici comme les Shadoks, chaque année ? »

C'est ce que se demandent tous les habitants de la côte bretonne dont la colère et la lassitude sont grandes. Dans un communiqué, les maires des villes du littoral refusent « de servir de main d'œuvre gratuite aux pétroliers ». Pendant ce temps, le préfet des Côtes-du-Nord multiplie les commentaires apaisants, mais cela ne suffit plus !

Tandis que la partie arrière du *Tanio* faisait son entrée dans le port du Havre remorqué par l'*Abelie Lanquedoc*, on signalait des fuites de pétrole au-dessus de la partie avant du *Tanio*, immergée par 80 mètres de fond avec dans ses soutes 10 000 mètres cubes de combustible. Un pétrolier qu'il est difficile de pomper vu sa consistance, le plastiquage de l'épave est sérieusement envisagé, solution qui aurait de graves conséquences sur le milieu marin et sur les côtes. Pendant ce temps sur les plages c'est le nettoyage à la pelle et au seau, des plages bouclées par des barrages de gendarmerie. Pour masquer sa responsabilité, le pouvoir semble bien décidé à tout faire pour minimiser l'ampleur de la catastrophe d'où le blocus établi autour des plages et des ports pollués.

IL FAUT PRENDRE DES MESURES

C'est au moment du naufrage du *Tanio* que l'Union

des Villes du Littoral Ouest Européen (l'UVLOE) fondée après la catastrophe de l'*Amoco Cadiz* rend publiques les notes d'un colloque organisé à Brest du 28 au 30 mars, sur « la pollution marine par les hydrocarbures ». L'UVLOE, en attendant d'établir le bilan économique de la marée noire de 1978 sur la demande de la communauté européenne, est déjà en mesure de donner un évaluation de la catastrophe écologique elle-même : « Nous avons fait une étude sur 135 communes de la pointe de Penmarch aux îles anglo normandes ; en un mois, la marée noire a laissé 260 000 tonnes de cadavres sur les plages. Les espèces les plus touchées sont celles qui alimentent la pêche touristique : coques, bigorneaux, étrilles, tourteaux, palourdes. En même temps, il y a eu prolifération d'espèces de petite taille que l'on trouve habituellement près des égouts ou dans les ports ».

Pour l'UVLOE, au vu des récents événements, rien n'a

été fait pour empêcher les marées noires : « Il faut prendre des mesures internationales pour transformer la Manche en un canal où les bateaux navigueraient en sécurité. Car le problème va devenir plus grave dans les prochaines années, quand les premiers gros pétroliers de 300 000 tonnes deviendront dangereux car usés. Or, aujourd'hui on laisse circuler des navires qui ne sont pas en état d'affronter une grosse mer ». Les maires de ces villes du littoral sont étonnés du silence des institutions régionales et ils ne veulent offrir chaque année aux sociétés pétrolières « une main d'œuvre gratuite qui répare leurs dégâts. La marée noire n'est pas une fatalité. Mais si tous les ans il faut nettoyer les plages, autant enlever la population et installer sur les côtes un cordon de pompiers et de militaires ».

LE PROCES DU SIECLE

Vendredi sur FR3 à 20 h 30 sera présentée une émission sur la facture de l'*Amoco Cadiz* et sur les résultats du procès en cours. Un procès qui pose le problème des dommages causés par la marée noire et de

la responsabilité des compagnies pétrolières. Le chiffre des dommages et des intérêts demandés par les plaignants (communes, hôtels, collectivités, particuliers, Etat) se montent à trois milliards de francs. Les avocats de l'*Amoco Cadiz* répondent en accusant la France de ne pas assurer la surveillance de ses propres côtes. Le reportage a été tourné aux Etats Unis, dans une université où des économistes évaluent le coût de cette pollution, à New York avec l'avocat américain des hôteliers français, et en Bretagne. Le deuxième jugement de ce procès aura lieu en août.

A travers l'affaire de l'*Amoco Cadiz*, comme à travers celle plus récente du *Tanio* c'est la responsabilité du gouvernement et celle des compagnies pétrolières qui est en jeu. Les compagnies qui font tout pour abaisser leurs coûts de transport, le gouvernement parce que complice de ces compagnies, il ne leur impose aucune contrainte et ne prend aucune mesure pour réparer les dommages quand marée noire il y a

Médecins-Sécurité sociale

La guerre des tarifs : graves retombées sur les malades !

Bras de fer, guerre des tarifs entre les Caisses et les médecins ? Toujours est-il que la Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF) vient d'appeler ses adhérents à augmenter leurs tarifs à partir du 17 mars. La consultation chez les généralistes passe de 40 F à 45 F, la visite à domicile de 58 F à 65 F. Chez les spécialistes, la consultation passe de 60 F à 68 F, la visite de 76 F à 80 F.

C'est pour montrer leur opposition au nouveau projet de convention que la CSMF (le plus important des syndicats de médecins) appelle ses adhérents à relever unilatéralement ses prix. Pour le rappeler schématiquement ce nouveau projet de convention vise à créer un « premier étage » de médecins conventionnés qui appliquent l'autodiscipline (respect de la somme globale fixée par une commission départementale) et respectent les tarifs conventionnels, et un deuxième étage où les médecins respecteraient la somme globale fixée par la commission (somme à ne pas dépasser) mais fixeraient librement leurs honoraires. Bien évidemment les malades ayant recours au secteur libre seraient moins remboursés puisque remboursés sur la base du tarif conventionnel par exemple : 175 % de 40 F, alors que le tarif libre pour

La CSMF entend par cette guerre des tarifs affirmer son refus de la mise en place du double secteur et de la convention proposée. L'inconnu reste la réaction de l'Etat et des caisses à cette fronde des médecins. En tout état de cause l'objectif du pouvoir est de faire sortir le maximum de médecins du système conventionnel pour alléger les dépenses de la Sécurité Sociale. Une chose est sûre, les assurés et les travailleurs vont faire les frais de l'histoire. Non seulement ils devront sortir de leur poche les 5 à 12 % que les mutuelles ne remboursent plus, mais en plus ils devront payer la différence entre le tarif « libre » et celui établi par la Sécurité Sociale. Seule la lutte des travailleurs et des syndicats ouvriers peut donner un coup d'arrêt aux attaques du pouvoir sur le droit à la santé.

Léon CLADEL

Communiqués

Depuis un an, les problèmes du peuple cambodgien se sont accrus de manière dramatique. Jamais la famine, la mort, les réfugiés n'ont été aussi importants. Le peuple khmer est menacé d'extermination totale par cette troisième guerre d'Indochine. C'est pourquoi, nous soussignés, appelons à la création d'une association d'aide médicale au peuple cambodgien. Cette association aura pour buts :
1) de recueillir de l'argent et des médicaments qui seront adressés à l'UNICEF et à la Croix-Rouge (les chèques envoyés devront être libellés exclusivement au profit de ces organismes).
2) Cette aide sera destinée à tout le peuple cambodgien, quelles que soient les zones où il se trouve.
3) d'envisager l'envoi sur place d'équipes médicales comprenant médecins et infirmières.
4) de coopérer avec tous les organismes humanitaires qui veulent travailler en France, sans exclusive, à la survie du peuple cambodgien.

Adressez votre soutien à : « Médecins pour le Cambodge » Docteurs Fels et Bares, 25 rue Lautard, 13003 Marseille.

LE NUMERO DE JANVIER-MARS DE « L'ECONOMIE EN QUESTION ».

- o Dossier : Automobile (l'automobile en crise dans les années 80 ? Un des atouts principaux du capitalisme français ? Quelles perspectives pour les travailleurs ?)
- o Au sommaire :
 - Tableau de bord de la crise :
 - Point de repère
 - Statistiques commentées
 - Idée reçue
 - Au fil du temps
 - Entretien avec Susan George
 - Actualité : l'Or des neiges
 - Dossier : automobile
 - Informatique : informatisation contre la société
 - Les boîtes du nucléaire
 - Régions : Colloque à Tyrosse
 - Pour mieux comprendre le capitalisme : Le salaire (1)
 - Questions en images.

Le numéro : 8 F.
L'abonnement quatre livraisons : 30 F
La collection complète : 45 F
 Paiement à l'ordre de l'Economie en questions.
L'Economie en Questions
6, rue Mélinge
75019 PARIS

Monique CHERAN

Tours : procès du professeur Soutoul

Arrêter l'offensive des adversaires de l'avortement

Jeudi débutait à Tours le procès en diffamation contre le Pr Soutoul, procès intenté par huit médecins du Centre d'Interruption Volontaire de Grossesse de l'hôpital Bretonneau.

Ce professeur, nationalement connu pour son hostilité militante à l'égard de la libéralisation de l'avortement, reprochait à ces médecins d'« inciter les femmes à l'avortement », à coups de déclarations tonitruantes du genre « on ne peut mélanger dans l'hôpital l'avortement, le sexe, Marx et Che Guevara... ». Dans le même temps, il menait campagne pour reprendre en main ce centre, dont lui-même, en tant que chef du service gynécologique de l'hôpital, refusait la création en 1976 ! « Après mon procès, ça va changer dans toute la France, et pas seulement à Tours », explique-t-il à qui veut l'entendre. C'est bien ces prétentions à revenir en arrière qu'il s'agit aujourd'hui de ne pas laisser passer.

Quelle pratique est donc en cause à Tours, et plus largement ? Depuis 1976, l'équipe du CIVG, composée de médecins et de personnels motivés, reçoit toutes les demandes de l'Indre-et-Loire. Chaque année, 1 400 avortements en moyenne sont pratiqués. Sans hospitalisation, sans anesthésie, autant que possible. Et surtout, « sans tenir compte des motivations qui conduisent les femmes » à demander un avortement. On est donc loin des pratiques culpabilisantes, médicalisant à outrance l'IVG pratiquées couramment dans les hôpitaux. De plus, le personnel du centre se bat pour que les femmes qui viennent subir un IVG en ressortent mieux informées sur la contraception, mieux à même de décider si elle veut, à l'avenir, avoir un enfant ou pas, et à quel moment.

Contre cette pratique, contre ces conceptions, le Pr Soutoul affirme qu'il est bon que « de temps en temps, les femmes gardent

leur grosseur », qu'il faut en finir avec « les avortements de convenance »... Bref, que ce n'est pas principalement aux femmes de décider, mais à des spécialistes. En 1975, n'avait-il pas institué une « commission de décision », véritable tribunal qui décidait si telle ou telle femme avait le droit de subir un avortement ? A l'époque, sur 350 dossiers examinés, seulement 120 femmes avaient eu gain de cause ! Si Soutoul parvenait à reprendre en mains le CIVG, c'est donc vers ce genre de pratiques discriminatoires, humiliantes, dissuasives, multipliant les cas de détresse des femmes, qu'on reviendrait. Sans parler de la façon dont pourraient alors s'effectuer les IVG, avec un personnel pas motivé, imposant des méthodes « lourdes »...

A un moment où l'application stricte de la loi Veil-Pelletier aboutit à de plus

grandes difficultés pour obtenir un avortement, à la chasse aux médecins qui acceptent encore de dépasser la loi pour résoudre le problème de très nombreuses femmes que la loi elle-même exclut plus ou moins du droit à l'IVG, à un moment où les voyages vers l'Angleterre reprennent, le procès de Tours n'est pas un simple événement local. Il n'y a pas qu'à Tours que, plus ou moins insidieusement, des médecins réactionnaires, opposés à l'avortement, essaient de reprendre en main des centres d'IVG qui respectent autant que possible la demande des femmes. Ils sont des dizaines de chefs de service, soutenus en haut lieu, à attendre comme un test le résultat de ce procès, pour promouvoir plus à l'aise leurs tristes projets. Rendre la loi la plus restrictive possible, tel est leur objectif. Il ne saurait être question d'accepter le moindre recul !

L.C.

Afghanistan

Les menaces de génocide

Fin du témoignage d'Alain Mingam

Propos recueillis par Jean-Paul GAY

Nous achevons ici la publication du témoignage d'Alain Mingam, commencée dans notre édition de samedi dernier. Après avoir évoqué la situation dans Kaboul, où il a vécu plus d'un mois, au début de cette année, et avoir relaté son expérience, en février dans les zones « rebelles » (qu'il est le premier journaliste occidental, avec Thierry Campion, de l'Associated Press, à avoir atteint directement de Kaboul), Alain Mingam, reporter de l'agence Gamma, nous livre ici les réflexions que lui inspire la situation actuelle en Afghanistan, et les

graves menaces qui pèsent sur le peuple afghan et sa survie.

Invité par le journal télévisé de 20 heures, de TF1, et témoignant en exclusivité pour VSL, Alain Mingam a bien voulu, comme il avait tenu à le souligner au début de son témoignage, « rapporter aux lecteurs du Quotidien du Peuple un complément d'informations, sans aucun a priori partisan - respectueux du droit à l'information pour tous ». Nous l'en remercions.



Des paysans afghans dans ce qui reste de leur village bombardé. Photo prise dans la région de Kasa, entre le 13 et le 18 février dernier.

« A travers le reportage effectué à Kasa, ma première remarque est une comparaison d'ordre militaire avec ce que j'avais vu lors de mon premier séjour en Afghanistan. Lorsque j'étais allé, au mois d'avril 1979, avec le mouvement Jamat Islami, dans la province du Paktia (1) et dans celle du Khunar, alors totalement sous contrôle rebelle, il y avait un armement qui semblait nettement plus complet et sophistiqué que celui que j'ai découvert chez les moudjahidines de la région de Kasa. Peut-on l'expliquer par la proximité de la frontière pakistanaise ? C'est vrai, dans la mesure où les moudjahidines que

L'armement dérisoire que l'on découvre sur le terrain souligne, je crois, la faiblesse, à l'heure actuelle — j'entends la faiblesse militaire — de la rébellion. Mais, cette faiblesse est largement compensée par le soutien total que la population apporte aux rebelles, par la connaissance parfaite que ceux-ci ont du terrain : ces faits sont les atouts majeurs, pour eux, actuellement. Est-ce que cela sera suffisant pour combler les espoirs de la population, qui attend du printemps une victoire éventuelle des rebelles ? J'en doute un peu, compte tenu de cette faiblesse de l'armement, même s'il y a

lages qui sont censés être des bases, ou appartenir aux rebelles, provoquent déjà, bien sûr, des pertes non négligeables en hommes, et des conséquences économiques désastreuses. Du fait des bombardements, les moyens de communication sont rendus encore plus difficiles, il n'y a pour ainsi dire plus de circulation dans ces zones, autrement dit, les échanges commerciaux sont réduits à zéro. Donc cette population sera tôt ou tard acculée à une auto-subsistance de plus en plus dramatique, alors même qu'il n'est plus possible de cultiver.

VERS UN ENGAGEMENT DIRECT, PLUS MASSIF, DES SOVIÉTIQUES SUR LE TERRAIN ?

Enfin, la question la plus importante est de savoir pourquoi les soviétiques n'utilisent pas à l'heure actuelle tout l'arsenal militaire qui est le leur, et qui contraste bien sûr, de façon extraordinaire, en qualité et en quantité, avec le faible armement des rebelles ?

A l'heure actuelle, le gros de l'intervention directe des soviétiques, sur le terrain, est assurée par les hélicoptères, très meurtriers, qui vont, à la différence des MIG, jusqu'au fin fond des vallées, jusque dans les coins les plus reculés. Mais les centaines de chars et tout le matériel, qui sont à Kaboul, ne risquent-ils pas d'être utilisés incessamment par les soviétiques ? Pourquoi ils ne l'utilisent pas encore, et lorsqu'ils vont l'utiliser, comment cela va-t-il se traduire ? Par un massacre généralisé, un génoci-

de ? C'est là toute la question.

Est-ce que c'est le jeu du chat et de la souris ? A savoir que les soviétiques attendent que les moudjahidines, profitant du printemps, se découvrent, sortent de leurs caches naturelles ? Y a-t-il également une réponse politique ? A savoir, les soviétiques ne sentent-ils pas qu'ils ont mis le pied dans un borborygme style Vietnam pour les Américains, ou style Algérie pour la France, et ils ont peur de s'enliser ? Essaient-ils de trouver une solution politique ? Je crois que, de toutes façons, les semaines et les mois à venir vont apporter une réponse, parce qu'il est à penser que les manifestations qui viennent d'avoir lieu à Kaboul risquent bien de se reproduire. Il faut souligner l'importance de ce qui s'est passé à Kaboul. La plupart du temps, les rebelles parlaient avec un peu de déception du fait que, si effectivement, dans toutes les villes — que ce soit Kandahar, Herat, Mazari i Sharif, Jallalabad, etc. — il s'était passé quelque

chose, par contre, à Kaboul, il ne s'était rien passé. Or, pour une fois, il s'est passé quelque chose à Kaboul, et je crois que la population afghane va tirer un énorme profit psychologique de ces manifestations, et donc témoigner encore plus de combativité, ce qui ne peut que profiter à la rébellion.

(1) La province de Paktia, considérée comme un des premiers foyers de la résistance afghane, subissait déjà en avril dernier, une très forte répression, avec les bombardements quotidiens des hélicoptères et surtout des MIG.

Cette province, qui est attenante au Pakistan, et où pouvaient être acheminés armes et matériel, est depuis la semaine dernière soumise à une offensive soviétique de grande envergure, qui préfigure peut-être ce qu'évoque Alain Mingam : l'utilisation massive par les Soviétiques, sur tout le sol afghan, de l'arsenal qu'ils ont acheminé à Kaboul et dans les autres grandes villes.

Pas un seul poste émetteur-récepteur !

Thierry Campion et toi, avez constaté la faiblesse de l'armement des moudjahidines. Y a-t-il les indices d'une aide extérieure dans d'autres domaines, médicaments, etc. ?

L'aide extérieure est sans doute effective auprès des réfugiés, au Pakistan. Mais sur le terrain, surtout dans cette zone où nous sommes allés, il n'y a rien, strictement rien. Il n'y a pas de médicaments. Sans doute faut-il du temps pour que l'aide extérieure, qui commence à arriver à Peshawar, puisse atteindre ces zones, à l'intérieur de l'Afghanistan. Il faut du temps parce que tout se fait à pied et à dos d'hommes. Par exemple, dans la zone où nous étions, les moudjahidines n'ont pas un seul poste émetteur-récepteur, qui leur permettrait d'avoir des contacts rapides. Ils vont à pied. Ce sont des marcheurs infatigables.

Un matin, alors que nous déjeunions dans un village, en prenant le thé et la galette de pain traditionnelle, un moudjahidine est arrivé et a annoncé à un vieillard présent la mort de son fils, trois jours auparavant, à Jallalabad. Pour franchir la distance qui le séparait du village, il avait dû faire trois jours de marche. Autant dire que pour avoir des nouvelles de manifestations, ou de combats, qui peuvent se produire en différents points de l'Afghanistan, il faut beaucoup de temps. Encore une fois, parce qu'il n'y a aucun moyen de transmission, aucun moyen de communication, autre que le messager.

j'avais vu en avril, sont plus proches de la ville pakistanaise de Dara, et qu'effectivement la circulation dans cette zone était plus aisée. Plus on pénètre à l'intérieur de l'Afghanistan, plus la circulation en armes est difficile.

chez les rebelles une volonté farouche et un début d'unification, sur le terrain.

Je crois aussi qu'il faut souligner, comme nous l'avons déjà dit, que les bombardements systématiques effectués par les soviétiques sur l'ensemble des vil-

PRÉCISION

Dans notre édition de mardi, il était écrit qu'à Kaboul « la majorité des ressortissants étrangers, à l'heure actuelle, est donc française ». Il s'agit bien entendu de la majorité des ressortissants étrangers occidentaux.

Photo-journalisme

« C'est Raymond Depardon, de Magnum, qui par ses premières photos, au mois de novembre 1978, a été le premier à révéler cette résistance naissante, au régime pro-soviétique qui, à l'époque, était celui de Taraki.

J'voudrais souligner que ce sont souvent les photographes qui, par une forte exigence professionnelle, sont obligés d'aller sur le terrain. Il leur faut réussir au mieux les photos et, une photo, même lorsqu'elle est ratée, il faut aller la chercher. Comme Thierry Campion, avec moi, comme d'autres, que ce soit Michel Setbon, de Sipa, que ce soit des indépendants comme Pascal Pujin, souvent ce sont les photographes qui sont amenés à aller sur le terrain et à témoigner de ce qui se passe, à aller le plus loin possible dans une situation de crise, pour ramener des témoignages dont ils font en sorte qu'ils soient les plus complets possible. Ça c'est peut-être un phénomène un peu nouveau, un phénomène qui fait que c'est vraiment du photojournalisme, c'est-à-dire la photo au service d'une information, mais la plus sérieuse et la plus fidèle possible.

Alain MINGAM

Une armée laminée

Dans la zone de Kasa, que tu as visitée avec Thierry Campion mis à part l'unité que vous avez rencontrée au retour, sur la route, vous n'avez pas vu de forces de l'armée afghane ?

Non, dans toute cette zone, l'armée afghane est complètement absente. Elle fait peut-être des opérations ponctuelles mais, il est à souligner qu'à l'heure actuelle, cette zone-là, comme celle que j'ai visitée en avril 1979, dans le Paktia, dans la vallée de Pesh, tout autour d'Assadabad, est sous contrôle rebelle, sans qu'il existe à l'heure actuelle, un quelconque représentant de l'autorité gouvernementale.

Avant, dans ces zones, il y avait des unités de l'armée afghane, mais à la suite des combats et des désertions, elles ont quitté les lieux. Il y avait des garnisons, aujourd'hui il n'y en a plus. Les attaques répétées des rebelles ont encouragé les désertions. Je me souviens, par exemple, avoir rencontré en avril 1979, dans la vallée de Pesh, un colonel afghan qui, avec ses 9 officiers et toute sa garnison, et leur armement, venait de rejoindre les rebelles. A cela, il faut ajouter les querelles intestines d'ordre politique et idéologique, les querelles également tribales. Tous ces facteurs ont contribué à laminier cette armée. Et jusqu'à ce que les soviétiques interviennent sur le terrain, elle a donné les preuves d'une fragilité qui, jusqu'à présent, a bénéficié aux rebelles.